



CONTRAT

**MARCHE DE PRESTATIONS D'EXPLOITATION - MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES
ET DETECTION INCENDIE DES SITES DE FRANCE TRAVAIL LA REUNION**

Procédure prévue à l'article L.2124-1 du code de la commande publique

SOMMAIRE

I. - OBJET, DUREE, FORME ET MONTANT DU MARCHÉ	7
I.1. - Objet du marché	7
I.2. - Durée du marché	7
I.3. -Forme et montant du marché	7
II. - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
II.1. -Documents contractuels	7
II.2. -Documents techniques des installations	8
III. - LANGUE ET LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	8
III.1 - Langue d'exécution	8
III.2 - Lieux d'exécution	9
IV. - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	9
IV.1 - Pilotage du marché	9
IV.2 – Prestations récurrentes	9
Ces prestations forfaitaires s'exécutent après l'émission d'un ordre de service envoyé à la notification du marché	9
IV.3 Prestations faisant l'objet de marchés subséquents.....	9
IV.4 Mentions figurant aux bons de commande	10
IV.5 - Modalités de prise en charge des sites	10
IV.6 - Responsabilité	11
IV.7 - Documentation technique	11
IV.8 – Sortie du contrat	11
V. - GESTION ET PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE	12
VI.1- Vérification	12
VI.1.1 Vérifications quantitatives	13
VI.1.2 Vérifications qualitatives.....	13
VI.2- Admission.....	13
VI.3 - Ajournement.....	13
VI.4 – Réfaction	13
VI.5 – Rejet	14
VI.6 - Transfert de propriété	14
VII. - PERSONNEL AFFECTE A L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	14
VII.1 Personnels affectés par le titulaire à l'exécution du marché.....	14
VII.2 - Liste nominative du personnel	15
VIII. – INDICATEURS DE CONFORMITE ET PENALITES / BONUS	16
IX. - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	18
X. - GARANTIE	19
X.1 - Garanties liées aux interventions.....	19
X .2 - Garantie des pièces remplacées	19
XI. - RESPONSABILITE DU TITULAIRE	19
XI.1 - Destruction totale ou partielle des installations.....	19
XI.2 - Assurances	20
XI.2.1 Assurance du titulaire.....	20
XI.2.2 Assurance de Pôle emploi	20
XI.3 - Défaillance du titulaire.....	20
XII. - PRIX DU MARCHÉ ET MODALITES DE REGLEMENT	20
XII.1 - Prestations récurrentes	20
XII.2 - Prestations rémunérées hors forfait faisant l'objet de marchés subséquents	21
XII.2.1 Modalité de passation des marchés subséquents	21
XII.3 - Formule de révision:	22

XII.4 - Clause de sauvegarde	23
XII.5 - Modification des sites et/ou du périmètre technique	23
XII.6 - Modalités de facturation	23
XII.7 - Périodicité et mode de paiement	25
XII.8 – Avance	25
XII.9 - Versement des acomptes	26
XII.10 – Versement d'un bonus annuel	Erreur ! Signet non défini.
XIII. - DISPOSITIONS DIVERSES	26
XIII.1 - Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques	26
XIII.2 - Dispositions applicables en cas de sous-traitance	27
XIII.3 - Changement dans la situation du Titulaire	27
XIII.4 - Lutte contre le travail illégal	28
XIII.5 - Protection des données personnelles	28
XIV.1 - Résiliation aux torts exclusifs du titulaire.....	29
XIV.3 - Liquidation du marché résilié	30
XV. - LITIGES	30

DISPOSITIONS PARTICULIERES

A. Identité des parties

Le présent marché est conclu entre :

France Travail La Réunion, établissement public administratif, représenté par son directeur régional, Monsieur Olivier PELVOIZIN, dûment habilité à cet effet, domicilié en cette qualité : 62, boulevard du Chaudron Centre d'affaire CADJEE, BAT C, CS 52008, 97744 Saint-Denis cedex 9,

ci-après dénommé « France Travail La » d'une part,

et la personne morale :

Indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse du siège social, forme juridique, numéro SIRET, numéros de téléphone et de télécopie et courriel.

Si différent, indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse, forme juridique et numéro SIRET, numéros de téléphone et de télécopie et courriel du service ou établissement chargé de l'exécution des prestations objet du marché.

représentée par :

Indiquer les nom, prénom, qualité, numéro de téléphone et courriel du signataire ayant compétence à cet effet.

- ☐ agissant en tant que candidat individuel ;
- ☐ agissant en tant que mandataire du groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique conformément au Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu.

ci-après dénommé « le titulaire » d'autre part.

B. Avance

En application de l'article XII.8 du Contrat, le titulaire indique :

- ☐ renoncer au bénéfice de l'avance prévue à ce même article ;
- ☐ ne pas renoncer au bénéfice de l'avance prévue à ce même article.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, l'avance est répartie entre les membres du groupement selon la clef de répartition suivante :

Désignation des membres du groupement d'opérateurs économiques	Pourcentage de répartition de l'avance
	%
	%
	%

C. Coordonnées bancaires

Les sommes dues au titre du marché sont libérées par virement sur le ou les comptes bancaires dont le ou les relevés BIC IBAN sont joints.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du marché sont versées, lorsque le groupement est conjoint, sur le compte de chacun des membres du groupement conformément à la répartition des prestations figurant à la rubrique E des Dispositions particulières ou, lorsque le groupement est solidaire, sur le compte unique géré par le mandataire du groupement.

Agrafer sur cette page le ou les relevés BIC IBAN.

D. Périodicité de versement des acomptes pour certains opérateurs économiques

En application de l'article XII.9 du Contrat, et à la condition qu'il soit une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, ou un artisan, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, un société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprises adaptée, le Titulaire :

- ☐ demande que la périodicité du versement des acomptes soit ramenée à un mois ;
- ☐ ne demande pas que la périodicité du versement des acomptes soit ramenée à un mois.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, indiquer la raison ou dénomination sociale du ou des membres du groupement demandant, pour ce motif, que la périodicité de versement des acomptes soit ramenée à un mois :

E. Le cas échéant, groupement conjoint d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique sous une forme conjointe, les prestations sont réparties entre les membres du groupement comme indiqué ci-dessous :

Désignation des membres du groupement d'opérateurs économiques	Prestations exécutées	Montant en € HT

F. Notification du marché *(rubrique réservée à Pôle emploi)*

Est remise au Titulaire, à titre de notification du marché, une copie du présent Contrat

☐ via le profil d'acheteur

Fait à _____, le _____

Signature du représentant du Titulaire :

☐ par recommandé électronique

Agrafer sur cette page l'avis de réception.

DISPOSITIONS GENERALES

I. - OBJET, DUREE, FORME ET MONTANT DU MARCHE

I.1. - Objet du marché

La présente consultation vise à la conclusion d'un marché ayant pour objet des prestations d'exploitation - maintenance des installations électriques et détection incendie des sites de France Travail La Réunion au sens de la norme FDX 60-000.

Le marché comprend des prestations dites récurrentes rémunérées au titre d'un forfait (article 2.1 du CCFT) et des prestations hors forfait (article 2.2 du CCFT).

Il est rappelé que les prestations se déroulent majoritairement dans des établissements recevant du public et sont donc assujetties à la réglementation concernant ces locaux.

Chacune de ces prestations telles que définies au cahier des charges fonctionnel et technique, s'analyse en obligations de résultats (article 3.2 du CCFT).

I.2. - Durée du marché

Sous réserve des dispositions du présent contrat relatives à la résiliation, le présent marché est conclu pour une durée ferme de deux ans à compter de sa date de notification. Le marché pourra être reconduit tacitement deux fois un an, soit une durée maximale de quatre ans.

Aux fins de dénonciation, France Travail se prononce au moins 2 mois calendaires avant l'échéance de la période en cours en notifiant par écrit au titulaire sa décision de ne pas reconduire le marché. Faute de décision notifiée dans ce délai, France Travail est considéré comme ayant reconduit le marché.

A titre indicatif, le démarrage des prestations est prévu au 01/10/2025.

I.3. -Forme et montant du marché

Le marché est mono-attribué et prend la forme d'un marché forfaitaire pour la réalisation des prestations récurrentes ainsi que la forme d'un accord-cadre donnant lieu à la passation de marchés subséquents sans minimum et avec un maxi fixé à 420 000€ HT sur toute la durée du marché pour les prestations décrites à l'article 2.2 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

Maximum	Première période contractuelle (période ferme)	Deuxième période contractuelle, en cas de reconduction	Troisième période contractuelle, en cas de reconduction
	210 000	105 000	105 000

Sous réserve des dispositions de l'article XIV du Contrat, le marché public est à conclure à compter de sa date de notification pour une durée ferme de 2 ans, reconductible tacitement deux fois pour une période d'un an pour chaque reconduction, soit une durée maximale de quatre ans.

Aux fins de dénonciation, France Travail se prononce au moins 2 mois calendaires avant l'échéance de la période en cours en notifiant par écrit au titulaire sa décision de ne pas reconduire le marché. Faute de décision notifiée dans ce délai, France Travail est considéré comme ayant reconduit le marché.

II. - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

II.1. -Documents contractuels

Le marché est constitué des pièces suivantes, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent, par ordre décroissant de priorité et dont l'exemplaire conservé par France Travail La Réunion fait seul foi en cas de contestation :

- Le présent Contrat ;
- Le Cahier des charges fonctionnel et technique,
- Le bordereau de prix ;
- La proposition technique du titulaire ;
- Le compte rendu de la réunion de lancement et les documents cités à l'article IV.1 du présent Contrat ;
- Le ou les marchés subséquents ;
- La ou les demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

Les avenants, le cas échéant conclus notifiés en cours d'exécution du marché en sont également des pièces constitutives.

En tout état de cause, toute clause générale de vente du titulaire, contraire aux dispositions du présent marché, est réputée non écrite.

II.2. -Documents techniques des installations

❖ Documents techniques des installations

Sont également applicables, dans le cadre du présent marché, les documents suivants :

- Les documents marché des entreprises concernant les travaux de construction ou de rénovation des ouvrages,
- Les dossiers des ouvrages exécutés et les dossiers d'interventions ultérieures sur les ouvrages établis lors de la construction ou de la rénovation des bâtiments ou équipements.

L'original des documents, lorsqu'il existe, est conservé par France Travail. Ils sont consultables par le Titulaire sur demande écrite.

❖ Documents généraux et réglementaires

- Le Code de l'Environnement,
- Le Décret 92-332 du 31 mars 1992 et l'Arrêté du 21 décembre 1993 relatifs au fonctionnement sans risque d'accident pour les travailleurs,
- Le Code du Travail,
- Le Code de la construction et de l'habitat
- Les règles de l'APSAD,
- Le Règlement sanitaire départemental,
- Les notices techniques et d'entretien des équipements,
- L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent contrat pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à se conformer notamment aux prescriptions des documents portant sur la réglementation, en vigueur.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les activités traitées.

III. - LANGUE ET LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

III.1 - Langue d'exécution

La langue d'exécution du marché est le français. Tous les documents mis à disposition de France Travail La Réunion, ainsi que toutes les prestations réalisées avec les personnels de France Travail La Réunion sont en français.

III.2 - Lieux d'exécution

L'exécution des prestations se fait dans les locaux de France Travail La Réunion (voir annexe n°1 du CCFT).

IV. - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

La prestation devra être exécutée selon les modalités précisées ci-après et conformément aux dispositions du cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

IV.1 - Pilotage du marché

Les interlocuteurs du titulaire au sein de France Travail La Réunion sont le responsable immobilier et/ou avec le responsable de la sécurité et sûreté.

Ces interlocuteurs sont chargés du suivi opérationnel du marché et de contrôler la bonne exécution des prestations.

Dans le mois qui suit la notification du marché, une réunion de lancement est programmée avec le titulaire pour :

- Définir les modalités opérationnelles d'exécution des prestations (élaboration et mise en place des méthodes d'organisation, de suivi et d'autocontrôle des prestations de maintenance) ;
- Confirmer le nom du responsable technique et administratif du titulaire transmis à la notification du marché ;
- Indiquer les horaires et réglementations applicables aux différents sites de France Travail La Réunion où la prestation s'exécute ;
- Proposer un premier exemplaire du rapport de prise en charge des installations listant les équipements, leur nombre, leurs caractéristiques, leurs références, et leur emplacement. Ce rapport doit être mis à jour et finalisé par le Titulaire dans un délai de 2 mois suivants la réunion de lancement ;
- Réaliser la proposition d'un document de procès-verbal relatif à l'état des lieux contradictoire des installations qui sera à signer par les deux parties lors de la remise du rapport finalisé ;
- Valider le modèle de fiche de contrôle de qualité ;
- Transmission au titulaire le calendrier établi par France Travail La Réunion relatif aux réunions d'exploitation trimestrielle ;
- Le planning prévisionnel de maintenance préventive de la première année du marché pour les prestations objet du marché
- Validation du plan de prévention type ;
- Le titulaire transmet à France Travail La Réunion, la liste de l'outillage, matériels (échelles, échafaudages, plate-forme, platelages...) nécessaires à l'exécution des prestations et à la sécurité des utilisateurs et du personnel du titulaire ;
- Le titulaire produit les attestations d'assurance en cours de validité, indiquant la nature, le montant, la durée et les conditions d'application des deux garanties citées à l'article X. du contrat ;
- Validation du document d'aide à la conduite, à la surveillance et à la maîtrise du fonctionnement des installations techniques des sites réalisé par le titulaire. Ce document doit prendre la forme d'un état des lieux décrivant l'état, l'urgence à changer etc. ;
- Validation de l'ensemble des documents-type de maintenance : fiche de conduite, rapport d'exploitation, base de données structurée des matériels, gammes et tâches de maintenance, etc.... ;

IV.2 – Prestations récurrentes

Le forfait s'applique pour les prestations récurrentes rémunérées au forfait décrites à l'article 2.1 du cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

Ces prestations forfaitaires s'exécutent après l'émission d'un ordre de service envoyé à la notification du marché.

IV.3 Prestations faisant l'objet de marchés subséquents

Les prestations faisant l'objet de marchés subséquents sont listées à l'article 2.2 du cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

Ces marchés subséquents sont passés sous forme de demande de devis et s'exécutent par émission et transmission au titulaire de bons de commande émis par France Travail La Réunion en fonction de ses besoins tel que précisé à l'article XII.2.1 du présent Contrat.

Dans le cas où le titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, les bons de commande sont transmis au seul mandataire du groupement, désigné au présent Contrat.

Les bons de commande sont transmis au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la transmission.

Aucune commande par téléphone ne doit être prise en compte par le titulaire. Toute commande passée sous un autre format que celui du progiciel de gestion SAP doit être refusée par le titulaire sous peine de voir sa facture rejetée.

IV.4 Mentions figurant aux bons de commande

Les bons de commande générés par SAP comportent les mentions suivantes :

- Le numéro du marché ou du marché subséquent,
- Le numéro et la date d'émission du bon de commande SAP ;
- La raison ou dénomination sociale et adresse complète du titulaire ou, en cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, du mandataire du groupement titulaire ;
- Description des prestations commandées et ses modalités d'exécution,
- Le cas échéant le prix de la prestation HT demandée et figurant au Bordereau des prix ;
- Le cas échéant les prix figurant au devis validé par France Travail La Réunion ;
- Le montant total de la commande ;
- La quantité commandée
- L'adresse de facturation ;
- Le cas échéant, les conditions particulières d'exécution de la prestation.

France Travail La Réunion se réserve le droit de conclure des marchés subséquents à tout moment pendant la durée du marché. Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont la durée d'exécution va au-delà de la durée du marché dès lors que le marché subséquent a été notifié avant l'expiration du marché. En tout état de cause la durée d'exécution du bon de commande est limitée à 3 mois.

Le titulaire fournit un numéro de fax ou une adresse mail unique à France Travail La Réunion pour recevoir les bons de commande.

IV.5 - Modalités de prise en charge des sites

Le titulaire est tenu de prendre en charge tous les équipements en l'état, en service ou à l'arrêt, faisant partie des installations. Le titulaire déclare s'être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements dont il doit assurer la maintenance. A ce titre, lors de ses opérations de prises en charge, le titulaire doit mettre à jour les inventaires des équipements dans le rapport de prise en charge.

En aucun cas, il ne peut arguer ultérieurement d'une erreur, d'une omission ou d'une imprécision quelconque dans les éléments d'information qui lui sont fournis, ou de l'état des installations et équipements, pour ne pas accomplir tout ou partie des prestations nécessaires. Les inexactitudes évoquées après la passation du marché ne peuvent remettre en cause, en aucun cas, le prix forfaitaire arrêté.

Un procès-verbal de l'état des lieux contradictoire et des matériels ou équipements est établi au début et à la fin de l'exécution du présent marché. Une proposition de procès-verbal contradictoire qui a lieu en début d'exécution est remis à France Travail La Réunion lors de la réunion de lancement du marché ; il est signé par les deux parties et accompagné du rapport de prise en charge mis à jour et finalisé au plus tard deux mois après la date de réunion de lancement du marché (article 6.2 du CCFT).

Le titulaire porte à ces deux procès-verbaux toutes les remarques et réserves qui lui semblent opportunes.

Les index des compteurs sont également relevés lors de la prise en charge ainsi que leurs localisations.

Lors des visites de prise en charge, le titulaire pourra être accompagné d'un représentant de France Travail La Réunion ou de toute personne désignée par l'institution pour faire un état des lieux contradictoire.

IV.6 - Responsabilité

Le titulaire assure sous sa responsabilité exclusive les opérations prévues dans le présent contrat. Il ne peut être rendu responsable des défauts relevant d'une mauvaise conception, d'un mauvais montage ou d'une mauvaise utilisation des équipements installés ; excepté si les désordres sont de son fait.

La responsabilité du titulaire serait automatiquement dérogée, en cas d'intervention par des entreprises tierces non habilitées par lui, sur les installations qui lui sont confiées.

Si des dégâts sont occasionnés aux installations par sa faute, le titulaire fait procéder à ses frais à toutes réparations quel qu'en soit l'endroit, même s'il s'agit de canalisations en sous-sol, enterrées ou noyées dans les murs ou planchers. Il assure à ses frais la remise en service de l'exploitation après réparations. Les travaux sont exécutés sous le contrôle d'un Maître d'Œuvre, désigné par France Travail La Réunion dont les frais sont également supportés par le titulaire.

IV.7 - Documentation technique

Le titulaire doit assurer la gestion, la conservation et la mise à jour, en cas de modification des appareils ou équipements consécutive à ses interventions, de la documentation technique communiquée par France Travail La Réunion.

Cette documentation reste propriété de France Travail La Réunion et n'est utilisée par le Titulaire qu'à seule fin d'exécution du présent contrat. Aucun document ne peut sortir du site sans autorisation écrite de France Travail La Réunion.

Un exemplaire de l'ensemble de ces documents d'exploitation restera à la disposition de France Travail La Réunion dans un local qu'il désignera et un exemplaire propre à chaque site restera sur place dans l'espace dédié au Titulaire.

France Travail La Réunion fournira la documentation relative aux modifications effectuées de son seul fait.

Dans ce cas, le titulaire classe cette documentation et met à jour sa propre documentation en conséquence de façon à disposer d'informations complètes et homogènes.

En l'absence de documents, le titulaire établit, lors de la prise en charge comprise dans le forfait, les synoptiques et schémas simplifiés des principes de distribution énergies et fluides. Cette prestation est incluse au marché.

IV.8 – Sortie du contrat

IV.8.1 - Remise du matériel et équipements en fin de contrat

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché, les matériels, équipements ou ouvrages en parfait état d'entretien et de fonctionnement.

Le titulaire s'engage à assurer la communication de tous les plans, documents et instructions reçues, et, le cas échéant, l'autorisation au personnel du nouveau titulaire d'accéder aux installations avant expiration du marché.

Les équipements et matériels mis à disposition du personnel du titulaire pour effectuer les missions qui lui sont confiées, sont placés sous sa responsabilité.

En cas de dégradation de ces équipements (par exemple : badges, clefs...) faisant suite à une mauvaise utilisation, le titulaire prend en charge les frais de réparation ou de remplacement du matériel hors usage.

En général, toute dépense pour remise en état des équipements, des installations ou documents provenant d'une mauvaise utilisation par le titulaire ou d'un manquement du titulaire aux obligations du marché, lui est retenue ou facturée.

Deux mois avant l'expiration du marché, un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux de sortie et des matériels ou équipements et de leur niveau d'entretien, est établi avec la présence éventuelle de tout expert désigné par France Travail.

Le titulaire dispose d'un mois pour lever les réserves formulées dans le procès-verbal. Toute dépense pour la remise en état des équipements et des installations ou le remplacement des documents provenant d'un manquement du Titulaire aux obligations du présent contrat lui est retenue ou facturée.

Les dispositions du présent article sont également applicables en cas de résiliation.

Le titulaire s'engage, en fin d'exécution du marché, à remettre à France Travail La Réunion la totalité des fichiers de sauvegarde de la base de données du logiciel de GMAO dans un format directement exploitable par France Travail La Réunion (par exemple format Excel). Inventaire technique, planning de maintenance préventive, ou corrective, intervention et prestation par site, et compte rendu, idéalement indiquant l'état d'avancement de la prestation.

IV.8.2 – Clause de réversibilité

A l'issue du marché, ou en cas de résiliation anticipée, le prestataire s'engage à assurer une réversibilité de l'ensemble des connaissances et documentations associées, liées aux prestations objet du marché et à tout mettre en œuvre afin de permettre à France Travail La Réunion de reprendre ou de faire reprendre, le cas échéant, dans les meilleures conditions, les prestations objet des présentes. Le prestataire fournira à France Travail La Réunion dans les 6 mois suivant la passation du marché, un plan de réversibilité qui doit permettre à France Travail La Réunion d'avoir une vision complète sur la mise en œuvre de cette procédure. Le plan de réversibilité sera élaboré conjointement par les parties et validé en comité de suivi. Ce plan de réversibilité contient au minimum les sections ci-après lorsqu'applicables :

- Schéma d'organisation pour la restitution des biens de propriétés France Travail La Réunion (Badges, documents, équipements, locaux, etc...)
- Bilan et détail des interventions en cours sur les installations,
- Etat récapitulatif des rapports et attestations réglementaires à la charge du prestataire sur les installations,
- Modalités de réalisation de l'état des lieux sortant des installations.

V. - GESTION ET PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire s'attache à exécuter les prestations objet du marché dans le respect des contraintes environnementales en termes de choix des matériaux (origine, composition) et des appareils (durabilité, consommation), ainsi que leur caractère recyclable ou recyclé. Il s'engage à utiliser prioritairement des fournitures répondant aux normes techniques environnementales en vigueur.

Le titulaire devra faire un bon usage des matériels installés et prendre toutes les mesures visant à réaliser des économies d'énergie.

VI. - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION, DE RECEPTION ET DE CONTROLE

VI.1- Vérification

Les opérations de vérification ont généralement lieu sur site dans les conditions définies ci-après et sont effectuées par la personne désignée par France Travail La Réunion dans un délai maximum de 5 jours ouvrés à dater de la réception de la livraison ou de la fin de l'exécution des prestations.

Elles ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché.

Elles portent essentiellement sur les points suivants :

- la quantité et la qualité des prestations exécutées ;
- la qualification et l'effectif du titulaire ;
- le respect des obligations de résultats (cf article 3.2 du CCFT).

France Travail La Réunion peut également contrôler, à tout moment, la qualité et la quantité des prestations exécutées avec l'aide d'un organisme extérieur spécialisé. Les opérations de vérification ont lieu à l'occasion des interventions de maintenance ou indépendamment de celles-ci.

Tout manquement au niveau de l'exécution des prestations du présent marché fait l'objet d'un constat qui est notifié au Titulaire et donne lieu à l'application de pénalités.

Il appartient au Titulaire de faire la preuve que les prestations non conformes ne lui sont pas imputables.

VI.1.1 Vérifications quantitatives

Si la prestation effectuée n'est pas conforme aux stipulations du marché ou de la commande, France Travail La Réunion peut mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit, de compléter la livraison ou d'achever la prestation. France Travail La Réunion peut également accepter en l'état le service, moyennant réfaction le cas échéant.

VI.1.2 Vérifications qualitatives

Selon les résultats des vérifications et essais, France Travail La Réunion prend une décision :

- soit de réception, assortie le cas échéant d'une réfaction,
- soit d'ajournement ou de rejet, le délai contractuel d'exécution n'étant pas affecté.

La décision de France Travail La Réunion fait l'objet d'un procès-verbal et est notifiée au titulaire.

VI.2- Admission

France Travail La Réunion prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison ou de l'exécution de la prestation.

VI.3 - Ajournement

France Travail La Réunion, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à France Travail La Réunion les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours à compter de la demande.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, France Travail La Réunion a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux VI.4 et VI.5, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Le silence de France Travail La Réunion au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux de France Travail La Réunion, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par France Travail La Réunion aux frais du titulaire.

Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux de France Travail La Réunion présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

VI.4 – Réfaction

Lorsque France Travail La Réunion estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix

proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

VI.5 – Rejet

Lorsque France Travail La Réunion estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour intervenir sur les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être, le cas échéant, détruites ou évacuées par France Travail La Réunion, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de France Travail La Réunion présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par France Travail La Réunion, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, France Travail La Réunion ne peut prendre une décision d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet :

- si le titulaire a, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé France Travail La Réunion des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserve faite des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;
- et que France Travail La Réunion a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés en notifiant sa décision au titulaire.

VI.6 - Transfert de propriété

Le Titulaire reste propriétaire des fournitures jusqu'au prononcé de leur réception, sans réserve, par France Travail La Réunion. Lorsqu'il est procédé à une réception partielle des fournitures, France Travail La Réunion devient propriétaire de la seule partie des fournitures faisant l'objet de la réception.

En cas de réception des fournitures avec réfaction du prix, la propriété des fournitures est transférée à France Travail La Réunion une fois le montant de la réfaction établit définitivement.

VII. - PERSONNEL AFFECTE A L'EXECUTION DES PRESTATIONS

VII.1 Personnels affectés par le titulaire à l'exécution du marché

Le titulaire s'engage à informer France Travail La Réunion de tout changement de personnes affectées pour réaliser la prestation dans un délai minimum de 1 mois conformément à l'article 3.6.1.4 du cahier des charges fonctionnel et technique.

La composition de l'ensemble de l'équipe affectée à la réalisation de la mission confiée, ainsi que le rôle de chacun de ses membres et le profil des intervenants, sont précisés dans la proposition technique du titulaire. Le titulaire assume en toute hypothèse l'entière responsabilité de la désignation, du nombre et de la définition du profil des membres de cette équipe. Il garantit les compétences professionnelles du personnel qu'il affecte à la réalisation de la mission.

Le nom du responsable technique et administratif (RTA), au sein de cette équipe, est transmis à la notification du marché.

France Travail La Réunion se réserve la faculté, à tout moment pendant l'exécution du marché, de solliciter par écrit, dûment motivé par des raisons professionnelles, le remplacement de l'un des intervenants affectés à l'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à, dans un délai maximum de huit jours calendaires à compter de la date de réception de la demande, lui proposer un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes ; à cet effet, il transmet à France Travail La Réunion le curriculum vitae du remplaçant proposé. Les dispositions du présent alinéa sont également applicables dans le cas où un remplaçant intervient à l'initiative du titulaire, pour quelle que cause que ce soit, notamment la démission, le licenciement, le décès ou l'absence de longue durée de l'intervenant ; dans ce cas, le délai précité de huit jours calendaires court à compter de la date à laquelle le titulaire a connaissance de la nécessité du remplacement.

En toute hypothèse, le silence gardé par France Travail La Réunion dans un délai de dix jours calendaires à compter de la date de réception du curriculum vitae correspondant vaut acceptation du remplaçant ou nouvel intervenant proposé. En cas de refus porté à la connaissance du titulaire dans ce même délai, ce dernier est tenu de proposer un nouveau remplaçant dans les conditions prévues au présent article.

Le Titulaire prend toute mesure pour que ces éventuels remplacements et affectations d'un nouvel intervenant à l'exécution des prestations ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies. Les coûts induits sont intégralement supportés par le Titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus de France Travail La Réunion.

Le Titulaire se conforme strictement à la législation et à la réglementation du travail qui lui est applicable. Le personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure sous la responsabilité exclusive du Titulaire pendant toute la durée d'exécution du marché.

VII.2 - Liste nominative du personnel

Les personnels d'intervention et de remplacement nommément désignés, au vu de l'exécution des prestations du présent marché, doivent être préalablement agréés dans les conditions fixées à l'article VII.1 ci-dessus. Ils seront les seuls autorisés à intervenir dans le (les) site(s) au(x)quel(s) ils sont affectés.

A cet effet, le titulaire doit fournir, pour agrément, à France Travail La Réunion, dans un délai de 15 jours calendaires au plus tard avant le début d'exécution des prestations, la liste nominative et qualitative du personnel susceptible d'intervenir dans les locaux, conformément à l'article 6.1 du CCFT. Cette liste est impérativement tenue à jour et transmise au responsable immobilier ou sécurité des personnes et des biens de France Travail La Réunion selon les dispositions du CCFT à l'article 3.6.1.4.

Le titulaire doit fournir, le cas échéant, les renseignements nécessaires à l'établissement éventuel de laissez-passer permanents pour la circulation de ces personnels dans les locaux.

VII.3 - Clause d'insertion sociale

VII.3.1 - Personnes concernées et volume horaire

VII.3.1.1 Définition de l'engagement

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire s'engage à conduire une action de promotion de l'emploi pour les personnes rencontrant des difficultés d'accès au marché du travail.

Pour satisfaire à son engagement, le titulaire peut recourir :

- À l'embauche directe,
- À la mise à disposition de personnel par une entité du secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE) ou du secteur protégé et adapté,
- Ou à la sous-traitance à une telle entité ou encore, préalablement à la remise de son offre dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu, la constitution d'un groupement d'opérateurs économiques avec une telle entité.

En cas de recrutement direct, le Titulaire s'assure de l'éligibilité de la personne conformément aux dispositions de l'article VII.3.1.3 du présent Contrat auprès du conseiller « relais clause » de France Travail La Réunion.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour satisfaire à son engagement d'insertion professionnelle, en particulier faciliter la réalisation des activités confiées et, en cas de recrutement direct, l'intégration dans l'entreprise et la montée en compétences de la personne. Le cas échéant, il s'appuie sur l'offre de service de France Travail.

VII.3.1.2 Définition du volume horaire

À peine d'application des pénalités prévues à l'article VIII.7 du présent Contrat, le titulaire réserve à ces personnes le nombre d'heures de travail par année d'exécution de l'accord-cadre à compter de sa date de prise d'effet, pour toute la durée du marché.

Le nombre d'heures à réaliser est de 100 heures annuelles.

VII.3.1.3 Personnes éligibles

Pour satisfaire à son engagement d'insertion professionnelle, le Titulaire peut recruter les personnes suivantes, sous réserve de leur inscription sur la liste des demandeurs d'emploi :

- Demandeurs d'emploi de longue durée depuis plus de douze mois en catégorie 1, 2 ou 3 ;
- Allocataires du revenu de solidarité active (RSA) ;
- Demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail ;
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation temporaire d'attente (ATA), de l'allocation adulte handicapé (AAH) ou de l'allocation d'invalidité ;
- Jeunes de moins de 26 ans ayant un niveau de qualification inférieur au CAP ou BEP ;
- Demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- Personnes relevant du dispositif d'insertion par l'activité économique (IAE).

Peut également être recrutée toute personne rencontrant des difficultés d'accès au marché du travail dont l'éligibilité a été appréciée par le conseiller « relais clause » de Pôle emploi.

VII.3.2 - Modalité de contrôle de l'engagement

A chaque réunion de bilan annuel, le Titulaire communique à France Travail La Réunion le nombre d'heures de travail déjà réalisées au titre de son engagement ainsi que tous les éléments permettant le contrôle de son engagement, notamment le profil des personnes recrutées justifiant leur éligibilité à l'insertion, leur date d'embauche ou de mise à disposition, le volume horaire individuel réalisé par chaque personne et la description des activités réalisées. Les justificatifs correspondants sont joints. La pénalité prévue à l'article VIII du présent contrat sera appliquée à échéance de chaque année d'exécution du présent marché en cas de non-respect de son engagement au titre de l'insertion sociale.

VIII. – INDICATEURS DE CONFORMITE ET PENALITES / BONUS

Les pénalités applicables dans le cadre du présent marché, sont la conséquence du non-respect par le titulaire des engagements contractuels.

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Le cas échéant, les pénalités sont appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché.

L'application des pénalités ne dispense pas le titulaire d'effectuer à ses frais les réparations ou aménagements nécessaires au retour en fonctionnement normal des installations.

Dans le cas où le retard est imputable à France Travail, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Pour le paiement des pénalités, le titulaire émet un avoir et l'envoie à la direction de la comptabilité, à l'adresse mentionnée à l'article XII.6 du présent contrat. Le montant est décompté des factures suivantes.

Lorsque le montant des pénalités dépasse 5% du montant du forfait annuel sur 12 mois glissants du marché France Travail La Réunion se réserve le droit de résilier le marché conformément aux dispositions de l'article XIV relatif à la résiliation du présent contrat.

Indicateur	Définition	Fréquence de mesure	Cible	Pénalité / Bonus	
Dysfonctionnement	Durée d'interruption de service caractérisée par l'impossibilité pour France Travail La Réunion de réaliser les actions envers les publics concernés (accueil physique, téléphonique ou web). Dysfonctionnement d'un équipement de gravité G3 ou G4, lié à un défaut d'entretien maintenance, générant une indisponibilité de service partielle ou totale	Trimestrielle	Aucun dysfonctionnement	Pénalité	Surface utile touchée (m²) x Durée (h) x 20€
Dépassement des délais d'intervention	Niveau 0, Ascenseurs uniquement : 1 heure ouvrée Niveau 1, Equipements de gravité G4 : 3 heures ouvrées Niveau 2, Equipements de gravité G3 : 8 heures ouvrées Niveau 3, Equipements de gravité G1,G2 : 3 jours ouvrés	Trimestrielle	Aucun retard	Pénalité	50€ par heure ouvrée de retard 50€ par heure ouvrée de retard 20€ par heure ouvrée de retard 50€ par jour ouvré de retard
Dépassement des délais remise en fonctionnement	Tout dépassement des délais prévus au CCFT : - En cas de pièce disponible en région - Délai de remise en état prévu au devis	Trimestrielle	Aucun retard	Pénalité	20€ par heure ouvrée 100€ par jour ouvré de retard
Non remise de document	Retard dans la remise des documents mentionnés dans le CCFT ou format non conforme aux attendus (ex: rapports de contrôle réglementaire non exploitable, devis de prestation hors forfait, etc.)	Trimestrielle	Aucun retard Aucun format non conforme	Pénalité	75€ par document et par jour calendrier de retard prévu
Absence en réunion ou lors d'un accompagnement pour les contrôles réglementaires	Absence du mainteneur à une réunion ou pour l'accompagnement lors d'un contrôle réglementaire alors que cet évènement était planifié et connu du mainteneur (transmission par mail ou par courrier)	Trimestrielle	Aucune absence	Pénalité	150€ par absence
Perte de moyens d'accès aux sites	/	Trimestrielle	Aucune perte	Pénalité	50€ pour chaque perte de badge Montant du coût de remplacement (serrures et clés) pour la perte des clés

Heures réservées à l'insertion	/	Annuelle	Aucun défaut	Pénalité	50€ par heure non réalisée pour chaque année d'exercice
Opérations de vérification, de réception et de contrôle	Manquement au niveau de l'exécution des prestations (quantitatif et qualitatif)	Trimestrielle	Aucun manquement	Pénalité	100€ par manquement constaté
Vérifications réglementaires	Nombre total de vérifications réglementaires (à réaliser par une personne compétente) prévues et non réalisées ou non inscrites dans le registre de sécurité	Trimestrielle	Aucun manquement	Pénalité	50€ par vérification réglementaire non réalisée ou non inscrite au registre de sécurité
Levée de réserve des contrôles réglementaires	Nombre total de levées de réserves non réalisées (ou non planifiées lorsqu'il s'agit de travaux) dans le mois suivant l'identification de la réserve Les réserves nécessitant une action immédiate liées à la sécurité ERP devront être levées dans les 48 quarante-huit heures	Trimestrielle	Aucun manquement	Pénalité	100€ par levée de réserve non traitée 100€ par jour et par levée de réserve liée à la sécurité ERP non traitée
Maintenance préventive	Nombre total d'interventions préventives prévues et non réalisées	Trimestrielle	Aucun manquement	Pénalité	20€ par intervention non réalisée
Proactivité - Evolution du nombre de demande d'intervention (DI)	Evolution à la baisse du nombre de DI dans l'année sur un périmètre patrimonial constant : % pour de diminution du nombre de DI émises dans l'année n par rapport au nombre de DI émises dans l'année n-1 Nota: ne pas prendre en compte dans le calcul les DI associées à des bâtiments non constants entre l'année n-1 et l'année n	Annuelle	>10%	Bonus	Si la Baisse du nombre de DI est > 5% : montant forfaitaire de 350 €TTC Si la Baisse du nombre de DI est > 10% : montant forfaitaire de 700 €TTC Si la Baisse du nombre de DI est > 20%: montant forfaitaire de 1 400 €TTC

IX. - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le Titulaire qui a reçu communication de renseignements, documents, données et/ou produits de toute nature, en relation avec l'objet du marché, sous quelque forme que ce soit, y compris orale, et sur tout type de support est tenu de les maintenir strictement confidentiels.

En conséquence, le Titulaire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que tout élément qui lui est transmis soit protégé et maintenu strictement confidentiel et ne soit communiqué qu'aux seules personnes ayant à en connaître dans le cadre du marché.

En cas de violation des obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus le marché peut être résilié aux torts exclusifs du Titulaire.

Cette obligation perdure pendant toute la durée du marché dans une limite de 5 années.

X. - GARANTIE

X.1 - Garanties liées aux interventions

Si dans le cas d'une intervention sur une installation donné donnée lieu à des prestations hors forfait, une nouvelle défaillance, affectant la même installation et ayant la même origine que la première, se produit dans un délai inférieur à six mois, il n'y a pas de nouvelle facturation pour la remise en état. Cette dernière sera intégralement à la charge du titulaire.

Dans cette période, toute suite d'intervention ne sera pas facturable. Le temps nécessaire à la réalisation d'une suite d'intervention ne peut en aucun cas justifier un quelconque retard sur d'autres incidents ou la modification de priorités dans la prise en charge d'autres incidents.

Une suite d'intervention est définie comme une nouvelle intervention rendue nécessaire sur un même équipement pendant le délai de garantie, et ce pour une cause similaire à celle de la première intervention, sauf si elle est liée à une mauvaise utilisation.

X.2 - Garantie des pièces remplacées

Toute pièce remplacée et couverte par une garantie doit être mentionnée par le titulaire sur le bon de travaux avec la date de mise en service du matériel qui est équivalente à la date de prise d'effet de la garantie correspondant, tel que décrit à l'article 5.1 du cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et sa durée.

Le matériel fourni par le titulaire en cours de marché, pour des prestations exécutées dans le cadre du forfait ou hors forfait, est garanti pendant la durée de garantie minimale accordée par le fabricant, dans les conditions d'usage normal.

En tout état de cause, la durée de garantie minimale est de :

- Une année pour les pièces, main d'œuvre et déplacement : Garantie de parfait achèvement
- Une année supplémentaire pour les pièces : Garantie de bon fonctionnement des équipements.

Si une nouvelle défaillance affectant le même matériel et ayant la même origine que la première se produit dans le délai de garantie ainsi défini, il n'y a pas de facturation pour la seconde réparation et le délai de garantie est reporté.

Le Titulaire assiste à la réception des équipements ou matériels, survenant en cours de marché et aux visites de levées de réserves effectuées. Les observations qu'il peut être amené à émettre ne peuvent justifier son refus d'assurer ses obligations d'exploitation et de maintenance normale de l'installation.

XI. - RESPONSABILITE DU TITULAIRE

XI.1 - Destruction totale ou partielle des installations

Le titulaire est responsable à l'égard de France Travail La Réunion de tous les dommages, écroulement partiel ou total, dégâts, incendies et autres causes, résultant notamment de sa négligence, de ses manquements dans l'exécution du marché et des travaux qui lui sont confiés ou de toute autre cause pouvant lui être imputée.

Cette responsabilité du titulaire s'étend sur les prestations objet du marché et ne se termine qu'à l'expiration de ce dernier.

Il est expressément convenu que le titulaire est entièrement responsable :

- de son personnel de tous grades et les tiers, y compris les utilisateurs, ou autre personne travaillant sur le site, en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit ;
- des conséquences de tout accident survenu de son fait ou du fait de son personnel ;
- des vols et dégradations qui pourraient être commis par celui-ci ;

- des dégâts et dommages survenus à France Travail La Réunion, ses locaux ou matériels, ses salariés ou tout tiers à l'occasion de l'exécution des prestations.

XI.2 - Assurances

XI.2.1 Assurance du titulaire

Le titulaire déclare souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels subis par toute personne, de son fait ou du fait de ses personnels, à l'occasion de l'exécution du marché. Il déclare également souscrire un contrat d'assurance de responsabilité professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

Le titulaire déclare que les garanties dont il bénéficie à ces titres sont suffisantes au regard de l'objet du marché. Sans préjudice des documents remis à la réunion de lancement, le Titulaire produit les attestations d'assurance correspondantes précisant les types, montant et durée de validité des garanties.

XI.2.2 Assurance de France Travail

France Travail La Réunion déclare qu'en sa qualité de locataire et/ou propriétaire des locaux listés à l'annexe 3 du cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) dans lesquels le titulaire effectue ses prestations, il est ou sera assuré, pour tous les biens mis à la disposition du titulaire (locaux, équipements et matériels) en cas d'événement dommageable et notamment l'incendie, l'explosion, le dégât des eaux, le dommage électrique survenant dans les locaux.

XI.3 - Défaillance du titulaire

Dans le cas d'un non-respect par le titulaire ou ses éventuels sous-traitants de l'une des prestations du marché et de ses conditions d'exécution entraînant un dysfonctionnement majeur du site, France Travail La Réunion peut faire intervenir toute autre entreprise pour traiter le sujet. L'ensemble des coûts correspondant est à la charge du titulaire en sus des pénalités applicables dans un tel cas.

XII. - PRIX DU MARCHE ET MODALITES DE REGLEMENT

XII.1 - Prestations récurrentes

Le prix forfaitaire tel que défini au bordereau des prix s'applique à l'ensemble des prestations récurrentes qui concernent les prestations de maintenance préventive systématique et conditionnelle, la maintenance corrective en astreinte ou non, la fourniture et la pose des consommables, matériels ou pièces dont la valeur unitaire (y compris dans le cas d'un conditionnement multiple) « prix public » est inférieure ou égale à 150 €HT (on garde ce montant ?), l'accompagnement assuré par le titulaire, l'exploitation (conduite et surveillance des installations), les essais et contrôles (de performances, réglementaires) et le suivi des garanties constructeurs et installateurs.

Le détail des prestations attendues et le niveau de maintenance sont précisés au cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

Ce prix comprend les frais correspondants à l'obligation faite au titulaire de maintenir des moyens d'intervention en personnel et en matériel suffisants en vue d'assurer l'ensemble des interventions de maintenance énumérés ci-après :

- Les frais de main d'œuvre y compris les frais de déplacement, outillages et appareils, sous-traitance, correspondant à l'obligation de moyens minimum et de résultats contractuellement définis dans le cahier des charges technique ;
- La conduite, l'entretien et la maintenance des équipements techniques et bâtiments visés dans le cahier des charges techniques ;
- La mise à disposition du personnel d'exécution et de leur encadrement ;
- La logistique technique et l'ingénierie nécessaire à la réalisation du contrat ;

Ces prix sont réputés complets et comprennent notamment : l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ; tous les frais exposés pour l'exécution des prestations, y compris les éventuels

frais de déplacement du personnel du titulaire, la totalité des frais de gestion, y compris les frais de représentation et de coordination du mandataire dans le cas où le titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique. Pour la première année d'exécution du marché, le prix forfaitaire tel que défini au bordereau des prix sera proratisé

XII.2 - Prestations rémunérées hors forfait faisant l'objet de marchés subséquents

XII.2.1 Modalité de passation des marchés subséquents

Les prestations ou travaux complémentaires autres que ceux prévus dans le forfait sont réalisés à la demande de France Travail La Réunion ou sur proposition du titulaire conformément aux dispositions du 3.3.2 du cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT), la décision finale revenant à France Travail La Réunion.

Ces prestations ou travaux complémentaires donnent lieu à la passation d'un marché subséquent.

Les marchés subséquents sont passés sous forme d'une demande de devis adressée au titulaire. Cette demande est réalisée par courriel avec demande d'accusé de réception.

Le titulaire produit, dans un délai de 5 jours calendaires maximum à compter de la demande qui lui est faite, une proposition détaillée (devis) comportant les nombres d'heure d'intervention, le ou les taux horaires conformes au BPU et les prix des pièces détachées ou consommables.

Ce délai commence à courir à compter de la date de réception, par France Travail La Réunion, de l'accusé de réception du courriel. Le titulaire reconnaît être parfaitement informé, qu'en tout état de cause, la demande de devis est réputée réceptionnée le 1^{er} jour ouvré qui suit le jour de l'envoi du courriel.

Sans préjudice des pénalités applicables, le titulaire a l'obligation de répondre à toute demande de devis sous peine d'application des dispositions de l'article XIV du présent Contrat relatif à la résiliation du marché.

Le devis présenté par le titulaire constitue son offre financière et technique. En cas de groupement d'opérateurs sous la forme conjointe, et dans l'hypothèse où le titulaire souhaite bénéficier du versement de l'avance dans les conditions de l'article XII.8 du présent Contrat, l'avance est répartie entre les membres du groupement selon la clef de répartition précisée par le titulaire dans son devis qui détermine la part de l'avance pour chaque membre du groupement.

Pour l'établissement de son devis, le Titulaire peut se rendre sur site pour évaluer les travaux à réaliser (mètres, matériaux, quantités...). Il en informe dès lors l'interlocuteur désigné de France Travail La Réunion.

L'accord de France Travail La Réunion est matérialisé par un bon de commande précisant la date limite de réalisation des travaux est indiquée, telle que convenue avec le titulaire. A défaut, la prestation ou les travaux doivent être réalisés sous huitaine à réception de la commande.

Un retard dans la production du devis ou réalisation de la commande peut donner lieu à l'application de pénalités.

Le personnel affecté à l'exécution de ces prestations doit être spécifiquement dédié et qualifié pour ce faire.

La main-d'œuvre est rémunérée en fonction du temps d'intervention exprimé en heures et du taux horaire net. Les frais de déplacement et les petits consommables nécessaires à l'ensemble des missions de l'attributaire sont considérés comme étant à la charge du titulaire et ne sont en aucun cas devisés et facturés.

Dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, les bons de commande sont transmis au seul mandataire du groupement, désigné au présent Contrat ; ils ne font en aucun cas l'objet d'une transmission directe de France Travail La Réunion à un membre du groupement autre que le mandataire. En cas de recours à la sous-traitance, les bons de commande sont transmis au seul Titulaire du marché ; ils ne font en aucun cas l'objet d'une transmission directe de France Travail La Réunion au sous-traitant. De même, les courriels ou télécopies d'annulation sont, de la même manière, transmis au seul mandataire ou Titulaire du marché.

En toute hypothèse et préalablement à l'émission d'un bon de commande, France Travail La Réunion peut prendre contact, avec le Titulaire du marché aux fins de convenir du délai de réalisation des prestations commandées.

La fourniture et la pose de consommables, matériels, pièces détachées ou de rechange dont la valeur « prix public » unitaire est supérieure à 250 €HT est rémunérée au titre du présent marché par l'application des coefficients contractuels de revente, indiqué dans le bordereau des prix unitaires. Dans ce cadre, le Titulaire garantit à France Travail La Réunion le meilleur prix sur l'ensemble des pièces détachées et des fournitures remplacées. A cet effet, le Titulaire propose à France Travail Réunion, pour chaque pièce détachée et fourniture de rechange d'un montant supérieur à mille cinq cents (1500) Euros HT, au moins deux devis de deux entreprises (sauf en cas d'urgence, pouvant mettre en jeu la sécurité des personnes et des biens ou d'anomalie perturbant le fonctionnement normal de l'immeuble). Par ailleurs, si France Travail La Réunion constate dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de validation du devis qu'un article de marque et/ou de caractéristiques identiques peut être approvisionné auprès d'un fournisseur à prix plus compétitif (port compris et aux mêmes conditions de garantie) que celui facturé par le Titulaire, ce dernier s'engage à rembourser sans délai la différence à France Travail La Réunion sous forme d'avoir (article 3.6.3.2 du CCFT).

XII.2.2 – Durée de validité du devis

La durée de validité de devis est de 30 jours, à compter de sa réception par France Travail La Réunion.

Le coût de réalisation du devis ne peut en aucun cas être facturé. L'absence de notification du marché subséquent n'ouvre droit à aucune indemnité.

XII.2.3 – Notification des marchés subséquents

Le marché subséquent est réputé notifié par l'envoi d'un bon de commande par France Travail La Réunion dans le délai de 30 jours à compter de la réception. Ce bon de commande vaut ainsi ordre de réalisation des prestations.

XII.2.4 - Délais d'exécution des marchés subséquents

La date de fin de la prestation correspond à la date de réception des travaux dans les conditions précisées à l'article VI.2.

Les opérations de réception comprennent également le repliement des installations de chantier, le nettoyage et la remise en état des lieux, constatée dans le procès-verbal de réception.

Le repliement des installations après les interventions et la remise en état des sites occupés pendant les travaux sont compris dans les délais d'exécution de la prestation.

XII.3 - Formule de révision :

Les prix applicables aux prestations sont fermes durant la première année du marché, puis révisibles à chaque date anniversaire du marché.

Les nouveaux prix déterminés en application des formules paramétriques définies ci-dessous sont communiqués par écrit par le titulaire à France Travail La Réunion (lettre recommandée avec avis de réception postale au responsable des achats de la direction régionale ou de l'établissement de France Travail La Réunion), et soumis à sa validation, au moins un mois avant la date de révision.

Le tarif pris en considération est celui qui est en vigueur le jour de l'émission du bon de commande/ordre de service à la condition que ce tarif ait été notifié et validé par France Travail La Réunion.

En l'absence de proposition sur cette période, le montant forfaitaire et les prix unitaires pour l'année N+1 seront égaux à celui de l'année N en cours.

La formule est la suivante :

$$P1 = P0 \times (0,20 + 0,80 \times (I1/I0))$$

P1 : Prix révisé

P0 : prix initial

0,20 : partie fixe de neutralisation des investissements et de l'optimisation des dépenses d'entretien

I correspond à l'indice BT01 tout corps d'état de l'Insee.

I1 : indice du mois précédant la date de la demande de la révision des prix

I0 : indice connu, publié sur le site Internet de l'INSEE, le mois [mois/année] précédant le mois du dépôt des offres ou à la dernière révision réalisée.

XII.4 - Clause de sauvegarde

Si l'application de la formule ci-dessus pour les prestations forfaitaires conduit à une augmentation annuelle des prix de plus de 5% (par référence à l'année précédente), France Travail peut résilier le marché sans indemnité.

Cette clause de sauvegarde s'applique également pour les prestations hors forfait

XII.5 - Modification des sites et/ou du périmètre technique

XII.5.1 - Ajout ou suppression d'un site

La liste des sites (annexe 1 du cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT)) est amenée à évoluer en fonction de l'avancement du schéma immobilier de France Travail La Réunion. A chaque ajout ou retrait d'un site et sous réserve de l'application de l'article XII.5.2 du présent contrat, France Travail La Réunion notifiera, au Titulaire, un ordre de service modifiant l'annexe 1 du CCFT. Les ouvertures et fermetures seront regroupées mensuellement.

XII.5.2 - Evolution des sites et/ou du périmètre technique ayant un impact financier supérieur à 2% du montant du forfait annuel

Des évolutions d'équipements et consistance du parc matériels peuvent également intervenir en cours d'exécution du marché.

Ces modifications peuvent avoir un impact financier sur le montant annuel du forfait. Les modifications impactant le montant du forfait annuel de plus de 2 % (en plus ou en moins), donnent lieu à un avenant.

Les modalités de calcul pour l'évolution du montant annuel forfaitaire (celui-ci étant facturé au trimestre) sont les suivantes :

- A chaque intégration de nouveau site ou modification de la consistance du parc de matériels et équipements, le titulaire envoie un devis correspondant. Pour l'intégration d'un site, le Titulaire s'engage à ne pas proposer un prix moyen au mètre carré qui serait supérieur à un site semblable déjà maintenu.
- Chaque trimestre, au cours de la réunion périodique d'exploitation, sont analysés les devis de modification du parc de matériels, équipements ou locaux à maintenir. Si la somme des montants afférents aux modifications est inférieure à deux pour cent (2%) du montant forfaitaire initial défini au Bordereau du Prix Forfaitaire (en plus ou en moins), un avenant modifiant le prix du forfait annuel est proposé. Le nouveau prix s'applique alors sur le trimestre suivant.

XII.6 - Modalités de facturation

Pour les prestations récurrentes, les factures sont établies trimestriellement sur la base d'un bon de commande SAP, émis par France Travail La Réunion tous les trimestres, en un exemplaire original et libellées à l'ordre du directeur régional de France Travail La Réunion ; Elles portent à minima les mentions suivantes :

- La date de facturation,
- La raison ou dénomination sociale et adresse complète du Titulaire ou, en cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, du mandataire du groupement,
- Son numéro SIRET et, le cas échéant, son numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers,
- La date d'établissement et le numéro de la facture,
- Le numéro et la date du bon de commande SAP
- Le numéro du marché,
- Le numéro de contrat SAP (de type « 4/XXXXXX ») indiqué par France Travail La Réunion, à reporter obligatoirement sur les factures émises à destination de France Travail La Réunion (A noter : les

factures ne mentionnant pas ce numéro de contrat SAP ne pourront pas être traitées dans les délais contractuels prévus)

- Les dates de début et de fin d'exécution de la prestation,
- Le prix unitaire de la prestation, la quantité exécutée et la part du prix dont le paiement est demandé,
- En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, la raison ou dénomination sociale du membre du groupement ayant exécuté la prestation,
- Le taux et le montant de la TVA applicable ou la mention de non-assujettissement,
- Le montant total TTC,
- Le type de compte, bancaire ou postal, et les coordonnées bancaires ou postales du compte sur lequel les sommes sont à verser,

Les factures sont envoyées à l'adresse suivante :

France Travail La Réunion
Service comptabilité
Centre d'affaires Cadjee – Bat.C
CS 52 008 – 62 Bd du Chaudron
97 744 Saint-Denis Cedex 09

Pour le **CAMPUS** les factures seront adressées à :

France Travail CAMPUS Formation
Direction Comptable
CS 40022
34173 CASTELNAU LE LEZ CEDEX

Pour les prestations hors forfait, les factures portent le détail des prestations effectuées comme décrit dans le présent Contrat, avec la liste des pièces détachées mises en place, le nombre d'heures effectuées sur le site avec la qualification du ou des agents et le coût horaire tels que défini au Bordereau de Prix Unitaires et tous justificatifs de fournisseurs.

Dans tous les cas, le montant à régler au Titulaire est arrêté par France Travail La Réunion qui notifie le cas échéant au Titulaire le fait qu'un avoir doit être établi pour tenir compte notamment des pénalités ou réfections imposées.

Les factures sont réglées dans un délai maximum de trente jours à compter de la date de réception de la facture. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la BCE à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, les factures sont émises, au choix du titulaire indiqué à la rubrique C des dispositions particulières du présent contrat, par le mandataire du groupement ou, chacun en ce qui le concerne, par les membres du groupement. Dans le second cas, les factures sont obligatoirement transmises à France Travail La Réunion par le mandataire du groupement qui atteste de la conformité des dites factures aux stipulations du marché. Dans tous les cas, les sommes dues en exécution du marché sont versées sur le compte unique, géré par le mandataire du groupement et dont les coordonnées figurent aux à la rubrique C des dispositions particulières du présent Contrat.

En cas de changement de coordonnées bancaires ou postales, le Titulaire en informe France Travail La Réunion par courrier recommandé avec accusé de réception auquel est joint le relevé BIC IBAN du nouveau compte.

Le cas échéant, et si le Titulaire est concerné, il sera nécessaire qu'à compter du 1^{er} janvier 2017 et en application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facture électronique, les factures et pièces justificatives du paiement du prix soient adressées *via* la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro 2017 gratuitement mise à sa disposition.

XII.7 - Périodicité et mode de paiement

La prestation est rémunérée de la manière qui suit :

- Pour les prestations relevant du montant forfaitaire annuel, le Titulaire remet à France Travail La Réunion des factures trimestrielles, émises au 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre, à terme échu pour le trimestre concerné et correspondant au quart de la redevance forfaitaire annuelle.
- Pour les prestations relevant des marchés subséquents, le Titulaire remet à France Travail La Réunion les factures après réalisation des prestations commandées sur la base du bon de commande notifié par France Travail La Réunion.

Le paiement de la dernière facture du marché au titre du forfait est subordonné à la remise du rapport trimestriel de fin de période et du rapport de prise en charge contradictoire de l'état des lieux contradictoire tel défini à l'article IV.5 du présent contrat.

XII.8 – Avance

XII.8.1 Avance relative aux prestations récurrentes

La notification du marché ouvre droit au versement d'une avance d'un montant de 5% du montant TTC des prestations forfaitaires.

La demande du Titulaire à bénéficier de cette avance ou son renoncement à en bénéficier est stipulée à la rubrique B des dispositions particulières du Contrat. A défaut de stipulation expresse, le Titulaire est considéré comme renonçant à bénéficier de l'avance.

L'avance est remboursée à France Travail La Réunion par précompte du montant total de chaque facture reçue à compter 3^{ème} mois suivant la notification du marché jusqu'au complet remboursement de l'avance.

L'avance prévue au présent article ne présente pas le caractère d'un règlement partiel définitif.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, l'avance est répartie entre les membres du groupement selon la clef de répartition précisée à la rubrique B des dispositions particulières de Contrat.

Dans le cas où le Titulaire a présenté un sous-traitant avant la notification du marché, à la remise du dossier de réponse, l'assiette de l'avance au versement de laquelle il a droit est réduite du montant maximum des prestations à payer directement au sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, tel que figurant dans la Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement. La demande du sous-traitant à bénéficier de cette avance ou son renoncement à en bénéficier est stipulée dans ce même document. A défaut de stipulation expresse, le sous-traitant est considéré comme renonçant à bénéficier de l'avance. Dans le cas où le Titulaire a bénéficié de l'avance et qu'en cours d'exécution du marché, il envisage de sous-traiter des prestations, il rembourse à France Travail La Réunion la part d'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, y compris dans le cas où le sous-traitant n'entend pas bénéficier de l'avance.

XII.8.2 Avance relative aux marchés subséquents

La notification d'un marché subséquent par l'envoi d'un bon de commande supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois ouvre droit au versement d'une avance.

Cette avance représente un montant de 5% du montant TTC du bon de commande.

A défaut de demande expresse dans le devis adressé à France Travail La Réunion, le Titulaire est considéré comme renonçant au bénéfice de l'avance.

L'avance est remboursée à France Travail La Réunion par précompte du montant total de la facture reçue après exécution et réception des travaux.

L'avance prévue au présent article ne présente pas le caractère d'un règlement partiel définitif.

En cas de groupement d'opérateurs économiques sous la forme conjointe, l'avance est répartie entre les membres du groupement selon la clef de répartition précisée par le Titulaire dans son devis qui détermine la part de l'avance pour chaque membre du groupement.

Dans le cas où le Titulaire a présenté un sous-traitant avant la notification du marché subséquent, l'assiette de l'avance au versement de laquelle il a droit est réduite du montant maximum des prestations à payer directement au sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, tel que figurant dans la Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement. La demande du sous-traitant à bénéficier de cette avance ou son renoncement à en bénéficier est stipulée dans ce même document. A défaut de stipulation expresse, le sous-traitant est considéré comme renonçant à bénéficier de l'avance. Dans le cas où le Titulaire a bénéficié de l'avance et qu'en cours d'exécution du marché subséquent, il envisage de sous-traiter des prestations, il rembourse à France Travail La Réunion la part d'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, y compris dans le cas où le sous-traitant n'entend pas bénéficier de l'avance.

XII.9 - Versement des acomptes

Les prestations dont la durée d'exécution est supérieure à trois mois ouvrent droit au versement d'acomptes trimestriels correspondant à la valeur des prestations exécutées auxquelles ils se rapportent. S'il entend bénéficier d'un acompte, le Titulaire adresse une demande d'acompte décrivant les prestations effectuées et leur montant. Le montant de l'acompte est arrêté par France Travail La Réunion, en tenant compte le cas échéant du remboursement de l'avance ou des pénalités dues.

Les acomptes prévus au présent article ne présentent pas le caractère d'un règlement partiel définitif.

Dans le cas où il est une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, ou un artisan, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, un société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprises adaptée, le Titulaire peut demander que les prestations dont la durée d'exécution est supérieure à un mois ouvrent droit au versement d'acomptes mensuels. La demande du Titulaire tendant à ce que le versement des acomptes soit ramené à un mois est stipulée à la rubrique D des Dispositions particulières du Contrat. A défaut de stipulation expresse, le Titulaire est considéré comme renonçant au bénéfice de ces dispositions.

XIII. - DISPOSITIONS DIVERSES

XIII.1 - Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques

Dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, il prend la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint selon la mention portée dans le Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu. Dans le cas où le groupement prend la forme d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché de l'ensemble des autres membres du groupement dans leurs obligations contractuelles à l'égard de France Travail La Réunion ; la répartition des prestations entre les membres du groupement est précisée à la rubrique E des Dispositions particulières du Contrat.

Le mandataire du groupement, désigné à la rubrique A des Dispositions particulières du Contrat, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de France Travail La et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché. Le mandataire du groupement est l'interlocuteur exclusif de France Travail La pour l'exécution du marché ; toute communication ou notification au titre du marché est le fait de France Travail La Réunion au mandataire du groupement qui fait son affaire de l'information des autres membres du groupement ou du mandataire du groupement à Pôle emploi.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de candidature du groupement titulaire assume les fonctions de mandataire du groupement.

A première demande de France Travail La Réunion, le mandataire du groupement transmet une copie de la convention de groupement conclue entre les membres du groupement et de ses éventuels avenants. En

aucun cas cette convention n'est opposable à France Travail La Réunion ; elle ne constitue pas une pièce du marché.

XIII.2 - Dispositions applicables en cas de sous-traitance

Le Titulaire se conforme strictement aux dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-9 et R. 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique.

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché, le Titulaire remet à France Travail La Réunion contre récépissé ou lui transmet par courrier recommandé avec avis de réception postal une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, le montant maximum à lui payer directement, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement et modalités de révision des prix prévues par le projet de contrat de sous-traitance, ainsi que la mention que le sous-traitant renonce ou non au bénéfice de l'avance prévue à l'article XII.8 du Contrat. Sont jointes à la demande, datées et signées par un représentant du sous-traitant ayant compétence à cet effet, une déclaration sur l'honneur certifiant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-10 du code de la commande publique, ainsi qu'une déclaration relative à sa capacité économique et financière, technique et professionnelle à exécuter les prestations sous-traitées (1).

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du Contrat.

Le silence gardé par France Travail La Réunion pendant vingt-et-un jours calendaires à compter de la date de réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement. Le Titulaire du marché reconnaît être parfaitement informé que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter quelque prestation au titre du marché avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par France Travail La Réunion.

A première demande de Pôle emploi, le Titulaire lui transmet une copie du contrat de sous-traitance et de ses éventuels avenants. En aucun cas le contrat de sous-traitance n'est opposable à France Travail La Réunion ; il ne constitue pas une pièce du marché.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché. En cours d'exécution du marché, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

XIII.3 - Changement dans la situation du Titulaire

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement à France Travail La Réunion les modifications, survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- À la forme juridique sous laquelle il se présente,
- À sa raison sociale ou à sa dénomination,
- À sa nationalité,
- À son domicile ou à son siège social,
- Au montant de son capital social,
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- Aux groupements auxquels ils participent, lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché.

(1) Cette déclaration concerne : le chiffre d'affaires annuel global réalisé par le sous-traitant sur chacun des trois derniers exercices disponibles (dans le cas où le sous-traitant est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier lorsqu'il est de création récente, il rapporte la preuve de cette incapacité et communique en lieu et place tout document de nature à attester de sa capacité économique et financière à exécuter les prestations, par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels) ; les effectifs, au sens de l'article L. 1111-2 du code du travail, moyens annuels pour chacune des trois dernières années ; les principales prestations exécutées au cours des trois dernières années, privilégiant les prestations similaires à celles objet du marché et détaillant le montant, la date et le destinataire public ou privé (sauf pour les prestations dont France Travail La a été destinataire et pour lesquelles une déclaration est suffisante, ces références ne font l'objet d'une déclaration du sous-traitant qu'à défaut d'être prouvées par des attestations des opérateurs économiques destinataires, dûment datées et signées et comportant l'ensemble des éléments ci-dessus décrits).

Le titulaire s'assure également du respect de cette clause par ses éventuels sous-traitants.

S'il ne respecte pas ces obligations, le titulaire peut encourir la résiliation du marché conformément aux dispositions de l'article XIV.1 du présent Contrat.

XIII.4 - Lutte contre le travail illégal

Conformément aux dispositions des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du code du travail, le titulaire produit, sans autre rappel de Pôle emploi, les pièces attestant de la régularité de sa situation au regard de la lutte contre le travail dissimulé tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Pour ce faire, le titulaire met en ligne les pièces sur une plateforme électronique mise à disposition par France Travail La Réunion dont les coordonnées lui sont communiquées à la notification.

Le titulaire s'inscrit sur la plateforme à l'aide des identifiants qui lui sont communiqués et dépose tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les documents suivants :

- S'il est établi en France, il produit les pièces dont la liste figure à l'article D. 8222-5 du code du travail (une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois) ;
- S'il est établi ou domicilié à l'étranger, il produit les pièces dont la liste figure à l'article D. 8222-7 du code du travail ;
- Dans tous les cas, il produit la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article D.8254-2 du code du travail. Cette liste, à compléter sur la plateforme, est établie à partir du registre unique du personnel et précise pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Dans l'hypothèse où le titulaire n'emploie pas de salariés étrangers, il produit une attestation sur l'honneur en ce sens.

Le cas échéant, en cas de modification des coordonnées de la plateforme, France Travail La Réunion communique les informations au titulaire.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'article D. 8222-5 et le cas échéant l'article D. 8222-7 du code du travail lui impose de procéder, à l'égard de ses sous-traitants, avant la notification du marché puis en cours d'exécution, à ces mêmes vérifications dès lors que le montant maximum des prestations qu'il envisage de sous-traiter à chacun excède le montant prévu à l'article R. 8222-1 du code du travail, soit 5000 €HT à la date de notification du marché.

En complément de ces obligations, sans préjudice des dispositions du 2ème alinéa de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire du marché, un sous-traitant direct ou indirect, une entreprise de travail temporaire auquel il recourt dès lors qu'il est établi hors de France, détache des salariés dans les conditions mentionnées aux articles L. 1262-1 et L. 1262-2 du code du travail, il remet à Pôle emploi, préalablement à chaque détachement, une copie de la déclaration mentionnée au I de l'article L. 1262-2-1 du même code. A défaut de s'être fait remettre cette déclaration, France Travail La Réunion adresse, dans les quarante-huit heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'inspection du travail dans les conditions définies à l'article L. 1262-4-1 du même code.

XIII.5 - Protection des données personnelles

France Travail La et le Titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent, chacun pour ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par Pôle emploi, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données de France Travail, par courriel à courriers-cnii@francetravail.fr ou par courrier à l'adresse suivante : France Travail, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20. Pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données désigné en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) et dont les coordonnées sont communiquées à France Travail La Réunion à la notification du marché.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, France Travail La Réunion et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché.

XIV. - RESILIATION

XIV.1 - Résiliation aux torts exclusifs du titulaire

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du titulaire, le marché est résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du titulaire, dans les cas suivants :

- En cas d'inexactitudes des renseignements communiqués avant la notification du marché en application de l'article R. 2143-3 du code de la commande publique ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ;
- En cas de contravention à la législation et réglementation du travail ou relative à la sous-traitance, d'actes frauduleux ou de tout autre fait pénalement répréhensible commis à l'occasion de l'exécution du marché ;
- Lorsque le titulaire déclare ne pas pouvoir respecter ses engagements ;
- Dans le cas où le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché, sauf ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L. 631-1 du code de commerce dès lors que le titulaire en a informé sans délai les services chargés de l'exécution du marché ; en cas d'atteinte du plafond de pénalités fixé à l'article V.5 du contrat.

Le marché peut être également résilié aux torts exclusifs du titulaire :

- Après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché ;
- Lorsque, enjoint par France Travail, en application de l'article L. 8222-6 ou L. 8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L. 8221-3, L. 8221-5 et L. 8251-1 alinéa 1 du même code, le titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ou de celle du sous-traitant direct ou indirect. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard six mois à compter de l'injonction. Toutefois et compte tenu de la situation du titulaire notamment lorsqu'il est en cours de régularisation de sa situation, France Travail La Réunion peut décider de lui accorder un délai supplémentaire pouvant aller jusqu'à deux mois. Lorsque le titulaire n'a pas régularisé sa situation à l'expiration du délai fixé par Pôle emploi, le marché est automatiquement résilié sans nouvelle mise en demeure à date d'effet de six mois à compter de l'injonction de France Travail La Réunion ;
- Lorsque, enjoint par France Travail La Réunion en application des articles L. 1262-4-3 et L. 3245-2 du code du travail de se conformer à ses obligations du non-paiement partiel ou total dû au salarié détaché du titulaire, d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant, l'auteur n'a pas, dans un délai de sept jours, régularisé sa situation. A l'expiration de ce délai, France Travail La Réunion transmet à l'agent de contrôle les informations dont il dispose. Dans le cas où l'auteur des manquements

n'a pas régularisé sa situation, France Travail La Réunion résilie le marché sans délai. La date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision.

La résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, France Travail La Réunion se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché résilié, aux frais et risques du titulaire, à la seule condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport au ou aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du titulaire ; la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations reprises à ses frais et risques par un autre opérateur économique.

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation ; à défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation.

XIV.2 - Liquidation - Résiliation unilatérale

France Travail La peut, à tout moment, par décision unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché pour des motifs d'intérêt général. En ce cas, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de cette décision.

XIV.3 - Liquidation du marché résilié

Le marché résilié est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et d'autre part des prestations en cours d'exécution dont France Travail La Réunion accepte l'achèvement.

Le décompte de liquidation du marché est arrêté par décision de France Travail La Réunion et notifié au titulaire.

Sans attendre la liquidation définitive, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché. Si le solde que fait apparaître la liquidation provisoire est créditeur, France Travail La Réunion mandate au profit du titulaire 80p.100 du montant de ce solde ; si le solde est débiteur, France Travail La Réunion exige du titulaire le reversement immédiat de 80p.100 de ce solde.

XV. - LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable dans les deux mois à compter de la survenance du litige et, faute de l'obtenir, de s'en remettre à la juridiction administrative compétente. En application du second alinéa de l'article R. 312-11 du code de justice administrative, il est expressément convenu que le tribunal administratif territorialement compétent à l'égard de tout litige se rapportant à l'exécution du marché est le tribunal administratif dans le ressort duquel a légalement son siège le directeur régional de France Travail La Réunion signataire du marché.

Fait à _____, le _____

Signature du représentant du Titulaire :
(à revêtir du cachet de la société)

Fait à _____, le _____

Signature du représentant de France Travail La Réunion :